

MESURES VISANT A PROMOUVOIR L'EMPLOI ET LA FORMATION ET REGLEMENTATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Convention collective de travail du 18 mai 2011

CHAPITRE 1

Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises relevant de la commission paritaire de la transformation du papier et du carton.

Neerlegging-Dépôt: 23/05/2011
Regist.-Enregistr.: 31/05/2011
N°: 104273/CO/136

CHAPITRE 2

Groupes à risque

Article 2 – Ce chapitre est conclu en application de :

- Loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), Titre XIII, Chapitre VIII, sections 1 et 2 (Moniteur Belge du 28 décembre 2006) ;
- Loi du 12 avril 2011 (Moniteur Belge du 28 avril 2011) modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel

Conformément aux dispositions de la loi précitée, l'effort de 0,10 % sera d'application en 2011 et 2012, via le Fonds de sécurité d'existence, pour stimuler des actions de formation et de recyclage des ouvriers et ouvrières du secteur.

Article 3 - Les personnes appartenant aux groupes à risque sont les suivantes :

1) le chômeur de longue durée :

- le demandeur d'emploi qui, pendant **les six mois** qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine ;
- le demandeur d'emploi qui, pendant **les six mois** qui précèdent son engagement, a travaillé uniquement à temps partiel pour échapper au chômage et/ou comme intérimaire ;

2) le chômeur à qualification réduite :

le demandeur d'emploi de plus de 18 ans qui n'est titulaire :

- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
- ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;
- ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

3) le chômeur moins valide :

le demandeur d'emploi moins valide qui, au moment de son engagement, est enregistré dans un des fonds de reclassement social des personnes handicapées ;

4) le jeune à scolarité obligatoire partielle :

le demandeur d'emploi âgé de moins de 18 ans qui est encore soumis à l'obligation scolaire et qui ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice ;

5) la personne qui réintègre le marché de l'emploi :

le demandeur d'emploi qui remplit simultanément les conditions suivantes :

- ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- avoir, avant la période de trois ans visée aux deux points précédents, interrompu son activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité ;

6) le bénéficiaire du minimum de moyens d'existence :

le demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement, bénéficie du minimum de moyens d'existence ;

7) le chômeur âgé :

le demandeur d'emploi âgé de 50 ans et plus ;

8) le chômeur du plan d'accompagnement :

le demandeur d'emploi ayant suivi le plan d'accompagnement ;

9) le travailleur à qualification réduite :

le travailleur qui n'est titulaire :

- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
- ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;

- 9
- ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

10) le travailleur à qualification inadéquate ou insuffisante :

- le travailleur qui doit être réorienté vers une autre fonction ;
- le travailleur dont la qualification est devenue insuffisante ou inadéquate suite à l'évolution technologique.

Article 4 - Le comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence est chargé de l'élaboration du règlement pour l'application pratique de ces mesures.

Le comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence examinera s'il s'avère opportun ou non de créer un fonds de formation afin de tendre vers une utilisation optimale des moyens de formation.

CHAPITRE 3

Formation

Article 5 §1 – Chaque entreprise réservera 0,8% du temps de travail effectif pour la formation en 2011 et 0,9% du temps de travail effectif pour la formation en 2012. L'évaluation de la réalisation de cet objectif se fera en conseil d'entreprise ou à défaut en délégation syndicale. Si aucun de ces organes n'existe dans l'entreprise, l'évaluation se fera sur base des données reprises dans le bilan social.

Afin que cette évaluation soit réalisée de façon univoque, un groupe de travail réuni au sein de la commission paritaire élaborera un système d'évaluation.

Article 5 §2 – En outre, 25% de la formation pourra avoir lieu en dehors du temps de travail¹. Ces heures de formation seront payées aux ouvriers et ouvrières sur base du salaire normal.

CHAPITRE 4

Divers

Article 6 – Les parties signataires conviennent de favoriser le travail à temps partiel sur base volontaire quand l'organisation du travail le permet.

Article 7 – L'occupation d'ouvriers et d'ouvrières dans le cadre de l'activation des allocations de chômage n'est possible qu'après consultation de la délégation syndicale et présentation de la proposition au Président de la commission paritaire, qui la transmettra aux organisations représentées en commission paritaire.

¹ En pratique, les modalités d'application se négocient en Conseil d'entreprise ou à défaut en délégation syndicale.

En cas d'absence de réaction négative dans les 10 jours suivant l'envoi, la proposition est acceptée.

Article 8 – Les parties s'engagent, tout en tenant compte des emplois disponibles au sein de l'entreprise, à examiner la possibilité d'une réinsertion de travailleurs victimes d'un accident du travail. Il est conseillé lors d'engagement de personnes moins valides, de faire appel aux subsides octroyés par les pouvoirs publics régionaux pour l'adaptation des postes de travail afin de promouvoir l'emploi au profit des moins valides.

Article 9 §1 – En application de l'article 26 bis, § 2 bis, de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les heures supplémentaires qui sont effectuées dans le courant d'un trimestre et qui, pour des raisons inhérentes à l'organisation du travail, ne peuvent pas être récupérées dans le courant du trimestre suivant, entrent en ligne de compte pour être payées après constatation par la délégation syndicale d'un commun accord avec le travailleur concerné. Il s'agit d'heures supplémentaires, prestées pour raison de surcroît extraordinaire de travail ou de nécessité imprévue, cas pour lesquels la loi prescrit une procédure spécifique.

Article 9 §2 – La possibilité existe désormais, là où la situation l'exige, de passer de 65 à 130 heures supplémentaires via une convention conclue au niveau de l'entreprise¹. Cette extension sera soumise, conformément à la législation en vigueur, en Commission paritaire. Les négociations ne peuvent pas mener à de nouvelles augmentations salariales pendant la période de validité de la présente convention. En cas de difficultés, de blocage, le problème devra être tranché au sein de la commission paritaire.

CHAPITRE 5

Dispositions finales

Article 10 – La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et cesse de l'être le 31 décembre 2013.

¹ Dans les entreprises qui ne disposent d'une délégation syndicale, cela se fait par inscription dans le règlement de travail

MAATREGELEN TOT BEVORDERING VAN DE WERKGELEGENHEID EN DE VORMING EN REGELING VAN DE OVERUREN

Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 mei 2011

HOOFDSTUK 1

Toepassingsgebied

Artikel 1 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeidsters en arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen welke onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking ressorteren.

HOOFDSTUK 2

Risicogroepen

Artikel 2 – Dit hoofdstuk wordt afgesloten in toepassing van :

- Wet houdende diverse bepalingen (I) van 27 december 2006, Titel XIII, Hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2 (Belgisch Staatsblad van 28 december 2006);
- Wet van 12 april 2011 (Belgisch Staatsblad van 28 april 2011) houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de Regering met betrekking

Overeenkomstig de bepalingen van voormelde wet wordt de inspanning van 0,10 % gebruikt in 2011 en 2012, langs het Fonds voor Bestaanszekerheid om de vormings- en omscholingsmogelijkheden van de arbeiders en arbeidsters te stimuleren.

Artikel 3 – Volgende personen behoren tot de risicogroepen :

1) de langdurige werkloze :

- de werkzoekende die gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking werkloosheids- of wachttuitkeringen heeft genoten voor alle dagen van de week ;
- de werkzoekende die, gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, uitsluitend deeltijds heeft gewerkt om aan de werkloosheid te ontkomen en/of als interimair ;

2) de laaggeschoolde werkloze :

de werkzoekende van meer dan 18 jaar die geen houder is van :

- 4
- ofwel een universitair diploma ;
 - ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;
 - ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

3) de mindervalide werkloze :

de mindervalide werkzoekende die, op het ogenblik van zijn indienstneming, bij één der Fondsen voor de sociale reclassering van de minder-validen is ingeschreven;

4) de deeltijds leerplichtige :

de werkzoekende van minder dan 18 jaar die nog onder de leerplicht valt en die het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt ;

5) de herintreder :

de werkzoekende die tegelijk aan de volgende voorwaarden voldoet :

- geen werkloosheidsuitkeringen of loopbaanonderbrekingsuitkering hebben genoten gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming voorafgaat;
- geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming voorafgaat ;
- voor de periode van drie jaar, bedoeld in de twee vorige punten, zijn beroepsactiviteit hebben onderbroken, ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen zijn ;

6) de bestaansminimumtrekker :

de werkzoekende die op het ogenblik van zijn indienstneming het bestaansminimum ontvangt ;

7) de oudere werkloze :

de werkzoekende van 50 jaar en ouder ;

8) de werkloze uit een begeleidingsplan :

de werkzoekende die een begeleidingsplan heeft gevolgd ;

9) de laaggeschoolde werknemer :

de werknemer of werknemster die geen houder is van :

- ofwel een universitair diploma ;
- ofwel een diploma of getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;

- 4
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

10) de werknemer of werkneemster met een onaangepaste of een ontoereikende beroepsbekwaamheid :

- de werknemer of werkneemster die naar een andere functie moet worden geheroriënteerd;
- de werknemer of werkneemster waarvan de beroepsbekwaamheid onaangepast of ontoereikend is geworden tengevolge van de technische evolutie.

Artikel 4 – Het beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid is belast met het opstellen van het reglement voor de praktische toepassing van deze maatregelen. Het beheerscomité van het Fonds voor Bestaanszekerheid zal onderzoeken of het opportuun is een Vormingsfonds op te richten teneinde een optimale aanwending van de opleidingsmiddelen na te streven.

HOOFDSTUK 3

Vorming

Artikel 5 § 1 – Elke onderneming zal 0,8 % van de werkelijke arbeidstijd voorbehouden voor vorming en opleiding in 2011 en 0,9% van de werkelijke arbeidstijd voor de vorming en opleiding in 2012. De evaluatie van de realisatie van dit objectief zal gebeuren door de ondernemingsraad of bij ontstentenis door de syndicale afvaardiging.

Als geen van deze organen binnen de onderneming bestaat, zal de evaluatie gebeuren op basis van de gegevens die opgenomen zijn in de sociale balans.

Teneinde de evaluatie op een eenduidige manier te laten verlopen, zal een evaluatiesysteem worden uitgewerkt door een werkgroep, samengesteld in de schoot van het paritair comité.

Artikel 5 § 2 – 25 % van de vorming kan buiten de werkuren worden georganiseerd¹. Deze vormingsuren zullen aan de arbeiders en arbeidsters worden betaald tegen het gewone loon.

HOOFDSTUK 4

Diversen

Artikel 6 – Ondertekenende partijen komen overeen de deeltijdse arbeid op vrijwillige basis aan te moedigen wanneer de arbeidsorganisatie zulks toelaat.

Artikel 7 – De tewerkstelling van arbeiders en arbeidsters in het kader van de activering van de werkloosheidsuitkeringen is enkel mogelijk na raadpleging van de vakbondsafvaardiging en voorlegging van het voorstel aan de Voorzitter van het paritair comité die het zal overmaken aan de organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

¹ De praktische invulling geschiedt in de Ondernemingsraad of bij ontstentenis ervan in de syndicale delegatie

Indien er binnen de 10 dagen na verzending geen negatieve reactie komt, is het voorstel aanvaard.

Artikel 8 – Partijen verbinden er zich toe, rekening houdende met de beschikbare banen binnen de onderneming, de mogelijkheid te onderzoeken van wederinschakeling van werknemers die het slachtoffer zijn geworden van een arbeidsongeval. Er wordt aanbevolen bij het aanwerven van mindervaliden gebruik te maken van subsidies van de regionale overheid om de arbeidsposten aan te passen teneinde de werkgelegenheid ten behoeve van mindervaliden, waar mogelijk, te bevorderen.

Artikel 9 § 1– In toepassing van artikel 26 bis, §2 van de arbeidswet van 16 maart 1971, komen de overuren die in de loop van een kwartaal werden gepresteerd en om redenen inherent aan de arbeidsorganisatie, niet kunnen worden gerecupereerd in de loop van het daaropvolgend kwartaal, in aanmerking voor uitbetaling na vaststelling door de vakbondsafvaardiging en in gemeenschappelijk akkoord met de betrokken werknemer. Expliciet betreft het overuren gepresteerd wegens buitengewone vermeerdering van het werk of onvoorziene noodzakelijkheid, gevallen waarvoor de wet een specifieke procedure bepaalt.

Artikel 9 § 2 – Daar waar noodzakelijk, kan in een ondernemingsovereenkomst de uitbreiding van 65 naar 130 overuren worden gemaakt¹. Deze uitbreiding wordt, conform de geldende wetgeving, voorgelegd aan het Paritair Comité.

Deze onderhandelingen mogen geen aanleiding geven tot nieuwe loonsverhogingen tijdens de duurtijd van de huidige CAO.

Bij moeilijkheden of blokkering, zal het probleem beslecht worden door het paritair comité

HOOFDSTUK 5

Slotbepalingen

Artikel 10 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een periode van twee jaar en treedt in werking op 1 januari 2011 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2013.

¹ In ondernemingen waar geen syndicale delegatie is, gebeurt dit door inschrijving in het arbeidsreglement